LA DÉFENSE

DES

VICTIMES POLITIQUES

Bulletin des Groupes d'Action contre la répression et la terreur

DIRECTION :
55, rue du Fg Montmartre, Paris-9e
Téléph. : Trudaine 77-41 / 77-42



On est prié de reproduire les articles et informations publiés ici.

Jeudi I2 Août I926

SOMMAIRE DU N°9

-:-:-:-:-:-:-:-:-

POUR LE DROIT D'ASILE

Dans un article très documenté publié dans le "Peuple", M.Georges RENARD, s'occupait récemment du problème des émigrés politiques, et cela en même temps qu'à Vienne siège une assemblée qui, sous le non innocent de "International Law Association" prépare la destruction pure et simple du droit d'asile là ou il existe encore, et par conséquent l'extradition des émigrés politiques.

M.RENARD dans un élan d'humanité demande pour les émigrés politiques, non seulement le droit d'asile,mais aussi, celui d'être quelqu'un au yeux de la loi, d'ester en justice et de passer valablement des contrats.

Or, non seulement comme le dit avec raison,M.RENARD, "Qu'il s'agisse pour l'émigré,le "sans-patrie" de se marier, d'obtenir un passeport, un permis de séjour,des pièces d'idendité, de faire légaliser une signature, de faire viser un certificat qui peut lui procurer du travail, il ne peut compter que sur des complaisances et il n'a pas le droit de réclamer", mais aussi, pour citer toujours,M.RENARD, "l'émigré n'a pas comme les autres etrangers, droit à la protection des consuls qui représentent son pays. Bien au contraire, il doit se défier d'eux. Les gouvernements qui l'ont chassé, réclament parfois son extradition" etc..

Et c'est justement contre ce fait que nous nous élevons. Nous connaissons beaucoup de cas où il a suffi qu'un gouvernement dictatorial ait appris l'existence dans un pays quelconque d'un de ses opposants, pour qu'aussitôt son service de police se mette en liaison avec celui du pays où se trouvait l'émigré. Celui-ci immédiatement, était sinon directement extradé, au moins expulsé d'une telle façon, traqué d'une frontière à l'autre, qu'il ne lui restait d'autre ressource que de se livrer lui-même à ses bourreaux.

Les émigrés politiques de l'Italie, de l'Espagne, de la Yougoslavie, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Pologne,etc..sont des exemples vivants de cette situation intenable.

Or, devant une telle situation de fait,le congrès de l'International Law Association est en train de légaliser un autre système abominable. On connait bien le système de certains gouvernements qui consiste à accabler leurs victimes politiques de toutes sortes d'accusations de droit commun. Il n'y a pas de crime possible et imaginable qu'on ne jette sur le compte du malheureux émigré, dont on veut obtenir l'extradition: le vol, le pillage, le meurtre,etc...On y ajoute tous les crimes,dont les auteurs n'ont pas pu être trouvés.

Tel est le cas du Docteur Voukachine Markovitch,dont nous nous sommes occupés. Pour obtenir son extradition par l'Autriche, la Yougoslavie l'accuse de mille crimes de droit commun.Or, ce congrès doit légaliser ce système.

Aux efforts déployés par une poignée d'hommes de coeur, répandus un peu dans tous les pays, pour sauver le Docteur Markovitch d'une extradition et d'une condamnation à mort certaine et pour sauver avec lui le principe du droit d'asile pour les émigrés politiques, nous invitons tous ceux qui comprennent la grandeur du problème ainsi posé, à joindre leur action personnelle.

EN POLOGNE

"ENQUETES" FRANCAISES EN POLOGNE

La grande presse bourgeoise de la France commence enfin à s'intéresser à la Pologne,"Le Journal" a envoyé un correspondant spécial à Varsovie. Le "Petit Parisien" a suivi son exemple. Les deux envoyés ont à qui mieux mieux ramassé en toute hâte toutes les banalités historiques rabachées sans cesse depuis huit années en les complètant de mensonges bien façonnés sur la situation économique et politique, fruits de quelques interviews par l'intermédiaire de l'interprète (car évidemment ni l'un, ni l'autre ne comprend le polonais)

Un triste et morne mélange d'infamies et d'imbécillités, d'ignorance et de vénalité, dont voici quelques preuves.

L'un deux, M.Helsey du "Journal" " ne veut pas parler" de la "nuance toute spéciale de courtoise cordialité que savent mettre dans leur accueil toutes les autorités éminentes ou subalternes, ministre ou douanier", mais il en parle néanmoins. Ce dont il ne parle point, en réalité, c'est de la "courtoise cordialité que savent mettre dans leur accueil" les organes de la police politique et de la Défensive qui sont des autorités beaucoup plus remarquables et plus puissantes que le"ministre et le douanier"

Il ne parle pas non plus,ni des prisons comples de détenus politiques, ni des oppressions,des mauvais traitements et des violences, de toute la terreur blanche qui est la vraie figure de la Pologne contemporaine et la juste réponse à la question (du "Journal")"où la Pologne en est-elle"

Voilà: "huit années de croissance": 6.000 prisonniers politiques"! Voilà: " l'ordre règne à Varsovie"! Voilà: "Le problème économique résolu"!-

Monsieur Helsey en mentionne: "démembrements-dit-il, oppressions,révoltes, massacres dans la neige, exils, fusillades,pendaisons, ces images d'un long malheur ne sont pas tout à fait effacé de nos esprits"..Hélas! ce n'est qu'une reminiscence historique de M.Helsey,il songe à "l'asiatique cruauté des Russes" qui, pendant plusieurs générations,opprimaient le peuple polonais. Eh bien! voyons c'était l'époque du tsar.

Maintenant, au contraire, c'est un régime de pur "socialisme" celui du Maréchal Pilsudski, populaire et aimé d'un enthousiasme "légendaire" même "religieux"

Toutefois, "la bourgeoisie conservatrice,de son côté, ne s'effraye pas. Le socialisme de Pilsudski n'a rien de doctrinaire...Il ne voit de salut que dans l'autorité"

La clairvoyance de M.Helsey est pénétrante.

Il continue son apologie de Monsieur le Maréchal "Ce ne fut point par faiblesse,ni simplement par horreur de la violence que le gouvernement renversé céda si vite et qu'un esprit aussi sage que M.Rataj, le président de la Chambre des députés, s'emploi presque immédiatement a rendre possible la légitimation d'un pouvoir usurpé".... ainsi le calme putse rétablir vite..," Nous l'avons vu, ce calme de cimetières...

"Mais tout le monde n'était pas content-dit M.Helsey-la calomnie venue de Moscou fait son chemin. Berlin l'a reprise...et vous verrez qu'avant un mois on parlera d'une dictature polonaise de la botte et du sabre!".

Pauvre maréchal, quel tort, on lui fait, quelle injustice,quelle injure,..

Cependant,M.Helsey ne rougit pas de raconter la petite anecdote suivante sur Monsieur le maréchal; nous devons la citer textuellement.

"Un jour-il se plaît à le raconter- une diseuse de bonne aventure, une paysanne dont les oracles étaient fort révérés, pâlit en regardant les lignes de sa main. Elle poussa un cri, tomba sur les genoux, courba le front et lui dit d'une voix tremblante:

"Tu seras tsar!.."

Si non e vero....

PILSUDSKI SE PREPARE A LA GUERRE.

Varsovie,6 Aout.-

A l'occasion du I2ème anniversaire du départ de la première légion pour le front russe une fête militaire a eu lieu aujourd'hui à Cracovie, à laquelle assistait le ministre de la g..erre, le maréchal Pilsudski. Outre les autorités civiles et militaires,trois délégations des corps de défense fasciste des Etats baltiques prenaient part, excepté la Lithuanie.

Après la promulgation et la publication de la loi concernant les modificationsapportées à la constitution et les pleins pouvoirs, le conseil des ministres a adopté hier, dans sa séance extraordinaire les thèses fondamentales,du programme militaire de Pilsudski, dont la réalisation a été décidée, par décret du président d'Etat.Par ce programme, les droits du président d'Etat, comme chef de l'armée subissent une restriction assez remarquable, il ne garde qu'une situation représentative. En outre, on va créer la charge d'un inspecteur général de l'armée qui sera le vrai généralissime de l'armée en paix et en guerre. C'est Pilsudski, lui-même, qui est prévu pour cette charge et qui, par là obtient la possibilité de poursuivre librement et sans être contrôlé par le parlement, ses desseins de dictature et de guerre.

..VANT LA PRISON DE VARSOVIE.

D'après les journaux, à la mi-juillet, une foule de femmes, et de parents des prisonniers politiques, s'amassa devant le tribunal d'enquête de Varsovie, rue Dzielna,formant un attroupement nombreux et criant:

"Liberté aux prisonniers politiques!"

"Elargissez les malad.s"

"Rendez-nous nos maris,nos fils!"

En peu de temps, arriva un camion de police.Alors, les femmes ' adressèrent à la police les mêmes exclamations. Les agents se mirent à "nettoyer" la rue en se servant abondamment de la matraque. Ils arrêtèrent onze personnes qui jusqu'à l'heure présente ne sont pas mises en liberté.

DEFENSE D'ORGANISER DES COMITES D'ASSISTANCE AUX PRISONNIERS POLITIQUES.

A la fin de Juin fut consigné, au ministère de l'Intérieur, le statut de la Société "Comité d'assistance aux prisonniers politiques" avec la demande de légalisation de la société.

L'avis d'interdiction de la société tardant à venir, le comité publia dans la presse un communiqué faisant part de la création de ladite société et un manifeste "A la population"

Le manifeste fut saisi par les autorités et les fondatrices reçurent l'avis de refus de légalisation du comité. Le refus était appuyé sur le motif suivant:

"Le comité d'assistance aux prisonniers politiques menace la paix sociale et la sureté publique, puisque les membres fondateurs (c'est à dire les femmes des prisonniers) ne peuvent pas garantir que l'action de la société ne soit pas exploitées pour des buts d'agitation contre l'Etat"

En outre, la "Défensive" organisa plusieurs perquisitions chez les femmes "dangereuses". Madame Konheimawa, la soeur d'un prisonnier politique qui consacra son domicile au secrétariat du comité, fut arrêtée. Le lendemain de cette arrestation, on convoqua toutes les femmes à la "Défensive". On les soumit à un système d'instruction qui ne cédait en rien à celui de la fameuse "Okhrana" tsariste. La vieille Tomaszewska (femme d'un prisonnier malade) rentra après un "entretien" de plusieurs heures chez elle et tomba malade. Konkeimova fut gardée plusieurs jours, au commissariat, dans une cellule pleine de saleté et de vermise, avec des prostituées. Elle fut obligée de rester debout toute la nuit à défaut de banquette.

Après leur mise en liberté les femmes se rendirent avec un mémorandum auprès des ministres Mlodzianowski, Makowski et du président du cabinet Bartel, pour demander la permission d'organiser l'assistance des parents aux prisonniers politiques. Les secrétaires acceptèrent le mémorandum. Jusqu'à présent, il n'y a pas de réponse.

UN SOCIALISTE BLANC-RUSSE GRIEVEMENT BLESSE PAR DES INCONNUS, A GRODNO

Samedi, 31 Juillet, fut blessé à coups de révolver, le socialiste blanc-russe Michal Surine. Quelqu'un tira, d'une façon inexplicable, de la maison où le blessé habite.

Surine a voulu, il y a peu de temps, prendre part à un grand meeting blanc-russe organisé par les députés blanc-russes Tarachkiewitch et Wolochine.

Peu de temps avant l'attentat Surine avait conféré avec le député blanc-russe Rogoula.

(N.Folkscajtung, 4/8/26)

L.. PAYSANS ENCHAINES.-

D'après le Kurjer Poranny du 1er Aout.

Les habitants de Lwow (Léopol) étaient surpris, le 29 Juillet, par un étrange spectacle. Venant de la gare principale, un cortège de prisonniers se dirigea vers la prison de la rue Batory, faisant sensation auprès des spectateurs. La police menait une dizaine de Houtsouls, paysans-montagnards des Carpathes ukrainiennes, enchainés par de lourdes chaines qui reliaient leurs poignets à leurs chevilles. On les avait forcés à mettre leurs habits de fête, les costumes pittoresques des "Gorales" pour les exhiber, dans cette humiliation à la risée du public.

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

C'étaient des prisonniers politiques originaires de divers villages des Carpathes, tous accusés de haute trahison et de "soulèvement contre l'autorité d'Etat"

POURQUOI A-T-ON TRANSFERE UN PROCES POLITIQUE DE KOLOMEA à LEOPOL ?

A Kolomea sont emprisonnés, depuis quelque temps, onze ukrainiens, accusés d'actions contre l'Etat. L'instruction a eu lieu à Kolomea, de même l'élaloration de l'acte d'accusation. Le procès devait se tenir, naturellement à Kolomea.

Or, à la dernière minute, on a transporté les accusés à Léopol (Lwow) où se déroulera le procès. Comme on l'a téléphoné au "Kurjer Warszawski" ce déplacement avait été opéré parce qu'on avait"plus de confiance"en les assises de Léopol.

Il faut ajouter que à Kolomea, la plus grande partie de la population est ukrainienne et qu'une cour d'assises par conséquent, présente une pareille majorité ethnique.

Voilà l'explication.

LE MOUVEMENT EN POLOGNE POUR L'AMNISTIE.-

Dans sa séance du I3 Juillet,le Secrétariat du Comité polonais pour l'amnistie a adopté une résolution,dont voici un extrait:

"Une des pages les plus obscures de notre vie politique consiste dans le fait que la prolongation ,par décret, de l'ordonnance concernant les conseils de guerre est devenue un système.

"Le gouvernement de M.Bartel a dans les permières semaines de son existence, prolongé la validité de cette ordonnance de 3 mois. Il a continué ce qu'ont fait tous ses prédécesseurs.

"Le Secrétariat s'est imposé la tâche de lutter pour l'amnistie et pour l'abolition de tous les paragraphes du code pénal desssés contre les ouvriers et paysans. Il ne peut passer à l'ordre du jour sur cette nouvelle prolongation de la loi d'exception qui se dresse sévèrement contre les ouvriers, les paysans et les nationalités opprimés.

"Le gouvernement ne pense pas satisfaire au désir des millions de travailleurs, de paysans,d'intellectuels et de représentants des nationalités opprimées, qui s'exprime dans des milliers de résolutions exigeant l'amnistie pour les prisonniers politiques. Au contraire, il prolonge la validité d'une ordonnance qui constitue la base sur laquelle,comme jusqu'ici, on infligera des lourdes peines, même la peine capitale.

"Le Secrétariat composé de représentants des difrérents partis proteste vigoureusement contre le maintien de la loi exceptionnelle,constituant les conseils de guerre et qui est en stricte contradiction avec les droits élémentaires de la vie moderne et civilisée. Il exige l'abolition de cette loi et de la peine capitale."

A Michalow a eu lieu, le 25 Juillet, une réunion de la jeunesse juive de toutes les opinions qui a adopté à l'unanimité une résolution demandant l'amnistie politique. A cette réunion a pris part pour la première fois, aussi la jeunesse "nationale juive" malgré l'interdiction des autorités du parti Sioniste.

Une résolution pareille a été adoptée, le 24 à Zloczow.

Un grand meeting du parti socialiste-juif "Bund" se tint à Grodno, le Ier Aout. La grande salle était comble. Les discours des orateurs Mayrson, Rafal et Klein furent acclamés chaleureusement. De même la résolution demandant l'amnistie politique.

HAUTS FAITS POLICIERS.

Le 4 Juillet, à Varsovie, un jeune juif, M.Reinfleisch, traversa la place de Casimir le Grand où ce jour là se tint un meeting organisé par le député Sochacki. Tout à coup il est saisi brutalement par l'agent de police N°I645 et amené au 6ème commissariat. Dans la cour du commissariat on lui applique quelques coups de poing sur la tête. Plusieurs policiers-cavaliers qui stationnent dans la cour secondent la brute en se servant de leur bottes à éperons. Le commissaire est le plus acharné. L'intervention des gens qui habitent la cour met fin à l'exécution. Furieux le commissaire fait conduire le jeune juif dans son bureau et dans l'escalier déjà le maltraite à coups de baïonette. Les souffrances de M.Reinfleisch ne s'arrêtent pas là. Pendant qu'on dresse le procès-verbal on continue les brutalités. On le déchausse pour le "visiter" et on le bat avec ses chaussures.

On l'incarcera sans cesser de le battre. Les autres personnes arrêtées protestèrent contre la cruauté policière. Ensuite on le traîna en prison où on le mit avec les criminels de droit commun. Il ne pouvait plus marcher. Il était perclus de tous ses membres. Ses yeux étaient gonflés. Deux semaines il resta en cet état, dans la prison jusqu'à ce que ses parents réussissent à le libérer.

(Naje Folkscajtung 3/8/26)

Dimanche, le Ier Aout, se tint à Lwow(Léopol) un meeting ukrainien. Les orateurs blamèrent la politique du gouvernement dressée contre les minorités nationales. Lorsque l'un d'eux déclara que les ukrainiens seraient forcés d'implorer le secours de leurs frères"d'au delà de la barrière" la police interdit le meeting. Les masses se mirent à siffler et à chanter.

La police employa la force. Il y eut de nombreux blessés et des arrestations.

M.Bartel continue à faire de belles promesses.C'est sa mission. La police remplit la sienne.

L'autre jour, dans la prison de Grudzionz, une émeute des prisonniers est éclatée. Ils brisaient les vitres et faisaient un bruit tumultueux pour protester ainsi contre les mauvais traitements et les brutalités du régime de prison. L'administration alertée appella la police pour étouffer la mutinerie. La police, alors, se mit à battre horriblement les prisonniers. On les deshabilla, les enchaîna et les jeta dans la cave de la prison.

Pendant qu'elle exécutait cette pacification, la police cyniquement cria à ses victimes gémissantes: "Tenez, le voilà, votre Pilsudski!"

A Biala Podlaskie, un agent remplaçant le commandant de police battit une septuagénaire, Salomea Serafinovitch. La vieille femme sous les coups de poing, s'évanouit pendant huit minutes. En conséquence de ce traitement elle tomba malade. Le policier brutal est resté en fonction.

EN LITHUANIE

UN SUCCES REMARQUABLE DE LA LUTTE POUR L'AMNISTIE.

Le journal juif "Naje Folkscajtung" du Ier Août annonce:

"En vertu de l'amnistie, décrétée par le gouvernement par suite de nombreuses protestations et interpellations, on a libéré à Kowno, 400 prisonniers dont I43 juifs, 2 polonais et 30 communistes. On va libérer en Lithuanie,tous ensemble,600 arrêtés environ.

EN FRANCE

L'ELECTION DE VICTOR ARRIGHI,CONDAMNE POLITIQUE

Le Dimanche 8 Aout, les électeurs du canton d'Aulnay-sous-bois ont élu conseiller d'arrondissement,M.Victor ARRIGHI, détenu politique à la prison de Barberousse à ALGER.

M.ARRIGHI, avait été déjà élu une première fois,il y a environ un an, par les électeurs de ce canton. Son élection ayant été annulée par les autorités, M.ARRIGHI a été de nouveau candidat, et, de nouveau les ouvriers et les paysans de Seine et Oise, l'ont nommé.

M.ARRIGHI,a été arrêté l'année dernière comme il descendait du paquebot venant de France,avec plusieurs de ses amis.

Communistes, ils ont été poursuivis et condamnés comme "capables" de mener en Algérie une propagande contre la guerre du Maroc. Il a été condamné à deux ans de prison.

L'élection de Victor ARRIGHI, se relie à une action traditionnelle des classes populaires de France,pour la libération des prisonniers politiques.

Lorsqu'en André Marty, le marin de la mer Noire et ses compagnons étaient forcats, le premier condamné à vingt ans, à Paris et dans les provinces des élections successives marquèrent la volonté du peuple de les libérer.

André Marty, fut littéralement "plébiscite" en France.

L'amnistie,d'ailleurs, tout à fait incomplète,qui fut réalisée, après le II Mai I924, a pour une large part, son origine dans ces élections.

Si, l'on remonte plus loin, on trouve l'élection de Gérault Richard, condamné pour ses attaques contre Casimir Perier, président de la Republique, celle de Paul Lafargue enfermé pour sa propagande socialiste, enfin les élections de "communards" qui précédèrent l'amnistie générale des condamnés de la Commune.

Il faut espérer que de même l'élection d'Aulay-sous-Bois provoquera l'amnistie de toutes les victimes de la répression relative à la guerre du Maroc en France.

Il faudrait souhaiter pour la libération des condamnés politiques, la généralisation de cette actionélectorale.

Mais le fascisme a soin de détruire, en droit ou en fait, l'exercice du suffrage universel.

En Italie on vit aussi autrefois des manifestations de ce genre. Le vieux garibaldien Amilcare Cipriani, enfermé au carcere duro, fut élu neuf fois député par le peuple, avant d'obtenir sa libération.

Mais ces manifestations tolérées par le roi Humbert, sont-elles possibles sous Mussolini ?

EN ESPAGNE

La semaine dernière, nous avons donné la nouvelle de la condamnation du militant David Rey (Daniel Rebull) à 9 ans de prison.

Nous revenons encore une fois sur cette abominable condamnation, car le verdict prononcé par le Conseil de guerre contre David Rey est un affront aux principes les plus élémentaires de toute justice.

D'autre part, le tribunal militaire condamnant sans aucune preuve, David Rey à une si forte peine, démontre pleinement ce qu'est la justice sous la tyrannie du général bouffon de Rivera.

De quoi est accusé David Rey ? Il est accusé d'avoir envoyé en 1925, à des autorités des lettres, dans lesquelles il aurait soi-disant injurié les généraux Primo, Anido et Milans del Bosch. Selon l'accusation, ces lettres auraient été écrites par David Rey et signées par lui.

Sur quelles preuves se fonde l'accusation ? Sur aucune.

En plus des dérégations catégoriques de David Rey, il y a les experts calligraphes, qui, bien qu'on ait exercé sur eux une forte pression, ont été toutefois forcés de "douter" de l'idendité de l'écriture de David Rey et de celle des lettres injurieuses qu'on lui attribue.

D'autres experts avaient précédemment nié l'identité des deux écritures.

La défense demanda un nouvel examen, par d'autres experts, des lettres incriminées, pour soustraire ces deux nouveaux experts à toute influence extérieure.

Mais cette pétition de la défense n'a pas été acceptée!..

Donc, sans preuves, sans vouloir accepter la demande de la Défense, David Rey a été condamné à 9 ans de prison. Quelles raisons ont donc poussé la "justice" de De Rivera à s'acharner contre ce militant ouvrier? C'est que "Daniel Rebull" n'est pas inconnu, ni des masses travailleuses, ni des autorités politiques espagnoles.

Le nom de David Rey, est lié aux grandes luttes du prolétariat Catalan, et c'est pour cela que le gouvernement veut le garder comme ôtage.

Les mesures adoptées jusqu'à présent par Primo ne lui suffisent plus. Il a recours maintenant aux faux, pour avoir ainsi le prétexte de jeter dans les cachots un vaillant militant ouvrier. Mussolini condamne férocement ceux qui "l'insultent" De Rivera veut l'imiter, mais comme il y a peu d'amateurs, l'insulter étant déjà lui faire grand honneur, il invente des "calomniateurs" en les cherchant, cela va sans dire, parmi ses ennemis les plus redoutables.

RIVERA SINGE MUSSOLINI.-

Les journaux italiens rapportent presque tous les jours les condamnations qu'on inflige à ceux qui publiquement osent faire des commentaires non bienveillants à l'égard du "Duce" du fascisme et du roi.

De Rivera veut faire de même. Dans un discours qu'il a prononcé, il a dit qu'il faudrait dorénavant abandonner toute "forme de tolérance" et punir sévèrement dans leurs personnes et dans leurs biens tous ceux qui exprimeraient des idées contraires à celles qui dirigent l'action du gouvernement.

Ainsi, grâce aux délations intéressées de la police de Primo, ou pourra mettre les opposants aux oubliettes.
C'est donc ainsi que Primo prépare son "plébiscite"

EN ITALIE

LA REACTION EN ITALIE

La réaction fasciste suit son cours normal. La terreur fasciste tend de plus en plus à devenir une méthodique réaction policière. Cela ne veut pas dire toutefois que les "héros" de Mussolini ne se livrent plus à des actes de violence à main armée contre les travailleurs.

Le gouvernement fasciste perfectionne et agrandit l'appareil d'oppression policière de façon à lui permettre de sévir plus organiquement contre le peuple opprimé d'Italie.

C'est Federzoni, le ministre de l'Intérieur, qui dirige tous les services de police. Il a soigné tout particulièrement le service de police politique. Federzoni a décuplé cette année les fonds secrets et les dépenses destinées à la police politique. Il dépense environ cent millions de lires par an pour garantir le fonctionnement de ce service.

En plus, il a à sa disposition environ IOO.OOO carabiniers. Ainsi de plus en plus, l'état fasciste devient l'état policier.

Il y a quelques jours Mussolini, disait à un correspondant de la United Press que "nous (les fascistes) avons appris le moyen d'assurer la coopération de toutes les classes de citoyens, en en conservant la confiance, le respect et l'obéissance.." Or, la "coopération" et "l'obéissance" sont maintenues grâce à ce formidable appareil d'oppression policière, sans parler des autres brimades plus ou moins légales et du "manganello"

Les citoyens italiens non fascistes sentent le manteau de plomb, coustitué par la police, qui pèse sur eux. Il n'expriment pas leur pensée, car les délations, vraies ou fausses sont innombrables et les oreilles de la police et des mouchards déguisées en mille façons, sont toujours aux écoutes.

Mais un mouvement profond, moléculaire, dans les couches travailleuses et en général parmi tout le peuple italien, ronge lentement les bases mêmes du régime fasciste.

Le gouvernement se rend compte de cet état de choses et il croit y apporter un remède en augmentant la pression policière.

Les travailleurs réagissent de plus en plus contre les brimades et la violence fascistes.

Les lois syndicales sont appliquées. Ici et là les ouvriers se mettent en grève pour obtenir une augmentation de salaires, mais ils sont aussitôt arrêtés et condamnés sévèrement par les juges fascistes.

Mais ni les arrestations, ni les condamnations ne paraissent épouvanter grandement les masses ouvrières, car on voit éclater souvent des grèves. Cela est sans doute un reflex de la situation économique d'Italie.

L'augmentation d'une heure de travail, contrairement à ce qu'affirment les journaux fascistes, a produit une assez vive fermentation dans les masses travailleuses.

Une idée sur la réaction en Italie est donnée par les données suivantes, correspondant à la décade II-20 Juillet.

Ouvriers blessés..............5
Agressions..................19
Arrestations................55
Condamnations................5
Perquisitions...............27
Journaux saisis..............9

NOUVELLES PRECISES SUR LA REACTION

Milan, II Aout.- La police saisit les numéros de l'Unita,en vente dans les kiosques, et veut savoir des vendeuses les noms de ceux qui l'achètent.

La police perquisitionne le siège du Comité Syndical Communiste.

Jesi,I2 Août.- Les ouvrières du textile de cette localité, se mettent en grève. Douze parmi elles sont arrêtées.

Milan, I2 Août.-La police a peur même...des morts. Elle vient de perquisitionner la maison du feu Serrati.

Pise,I2 Août.-Un curé, pour avoir dit dans un sermon que la gloire des saints seule est éternelle, tandis que celle des hommes est éphémère, a été séquestré par les fascistes, transporté dans un bois et bâtonné sauvagement car ils ont vu dans les paroles du curé une offense à Mussolini!!

Jesi,I4 Août.-Un vieillard de 64 ans, pour avoir arboré à la boutonnière le portrait de Mazzini a été frappé jusqu'au sang par les fascistes. Un citoyen témoin de la scène sauvage, ayant osé protester a subi le même sort.

Milan,I4 Août.- Un ouvrier, vient d'être enlevé de sa maison par les fascistes et transporté dans une localité isolée,où on l'a frappé à coups de bâton.

Riva di Trento,I5 Août.-Un groupe de paysans, de retour du travail, sont attaqués par une bande fasciste, frappés et dépouillés de leurs outils.

Forli,I8 Août.-Un ouvrier a été arrêté, pour avoir été surpris recueillant de l'argent pour les détenus politiques.

V E N E Z U E L A

LA PRISON "LA ROTUNDA"

La tyrannie la plus féroce règne au Vénézuela.Vicente Gomez est le personnage le plus abjecte et sauvage qu'ait jamais eu le Vénézuela à la tête de son gouvernement.

Toute liberté a été supprimée, les travailleurs sont traqués, poursuivis, jetés dans les prisons, les intellectuels indépendants du gouvernement de Vénézuela, qui luttent pour la liberté de leur pays, sont eux aussi mis en prison, où il y restent longtemps, souvent toute leur vie.

Une des prisons les plus affreuses du Vénézuela est celle qu'on dénomme "La Rotunda".

GUSTAVO MACHADO,docteur en droit, sorti de l'Université de Paris, est resté quatorze mois dans la prison La Rotunda. Dans un article publié dans "Vénézuela Libre" il raconte ce qu'il a vu dans cette prison. Nous en extrayons les passages essentiels.

"La Rotunda est une prison coloniale et elle reflète exactement l'esprit de l'époque dans laquelle elle fut batie. La Rotunda est humide plus qu'une cave et froide comme le despotisme. Le "buzou" trou à travers lequel on passe la nourriture aux prisonniers politiques, de quarante centimètres carrés, sert aussi d'entrée. La plûpart de ceux qui furent mes camarades sont morts. Les autres qui y restent sont de véritables enterrés vivants.

J'ai été témoin de la mort de plusieurs prisonniers politiques et des souffrances de tous. Dans ces cachots on vit ensemble avec les rats, les blattes et toutes sortes d'insectes. Pendant le jour on n'entent que le bruit des chaînes attachées aux pieds des détenus, les cris sauvages des geôliers et les hurlements de détresse des pauvres victimes.

"Pendant la nuit la tragédie est plus horrible, les prisonniers grelottent de froid et d'humidité intense; pris par le désespoir ils crient, ils évoquent des noms qui leur sont chers et souvent quelqu'un demande l'assistance du prêtre, désirant, hélas! bien mourir!

"J'ai vu I7 camarades de souffrance devenir fous:Ochoa, Hermiliano Hermandez,Freire...j'ai vu mourir de faim plus de vingt détenus,en deux mois: Figuero,Vellorin,Tremaria...;j'ai vu maints prisonniers agoniser; agonies affreuses,épouvantables, qu'on ne peut pas réussir à décrire; des agonies de suicidés, des agonies monstrueuses d'êtres humains déformés affreusement, j'ai vu Ochoa, devenu fou, uriner sur la tête d'un cadavre que les geôliers avaient mis provisoirement dans son cachôt, en attendant le jour, pour être emmené en dehors.

"Jai vu, le plus stoïque des martyrisés,le Colonel Miyca, soumis aux tortures les plus épouvantables,supporter sans un cri,l'étranglement des testicules et la fracture de la colonne vertébrale, mais continuant toutefois à crier sa haîne contre la tyrannie du Vénézuela et ses bourreaux, je l'ai vu enfin mourir cet homme courageux.

"Qui sont les responsables de ces tortures ?

Ce sont les fausses démocraties étrangères, qui ont leurs représentants à Caracas et qui connaissent très bien les cruautés auquelles sont soumis les prisonniers politiques.

Le gouvernement rapace de Wall-Street, représenté à Caracas pendant longtemps par Preston Mc Goodwin, a été le meilleur allié du tyran de Vénézuela.

"La France est allée encore plus loin: elle a rendu hommage au bourreau, en lui donnant la Légion d'Honneur.

"L'Angleterre, dont le ministre H.Beaumont a été l'inspirateur secret de plusieurs coups de main et qui personnellement a dit à l'auteur de ces lignes, que les horreurs de la "Rotunda" sont plus affreuses que celles de la Sibérie, sous les tsars,en échange de certaines concessions pétrolifères, s'est tournée nettement contre le peuple du Vénézuela.

"Seulement en Amérique Latine, l'écho de la douleur des victimes politiques du Vénézuela a pu se faire entendre."

-:-:-:-:-:-:-:-

